2007-05352/

L'ÉCONOMIE EN BREF

MINISTÈRE DES FINANCES OCTOBRE 2007

APERÇU

- Au deuxième trimestre de 2007, la croissance du produit intérieur brut (PIB) a atteint 3,4 %, ce qui est moins que les 3,9 % enregistrés au premier trimestre mais plus du double de la moyenne des trois derniers trimestres de 2006.
- La croissance de la demande intérieure est demeurée vigoureuse au deuxième trimestre. La demande intérieure finale réelle a augmenté de 4,3 %, comparativement à 2,8 % au trimestre précédent. Les dépenses de consommation, l'investissement résidentiel et les immobilisations des entreprises ont tous sensiblement augmenté. L'accumulation des stocks des entreprises a grimpé à 4,8 milliards de dollars, contre 3,2 milliards au premier trimestre.
- Les importations réelles ont augmenté davantage que les exportations réelles, mais l'amélioration des termes de l'échange (le rapport entre les prix à l'exportation et à l'importation) a fait monter l'excédent commercial nominal. L'excédent du compte courant (c'est-à-dire la différence entre les rentrées provenant de non-résidents et les paiements qui leur sont versés) a donc augmenté de 9,0 milliards de dollars pour se situer à 33,4 milliards, soit 2,2 % du PIB nominal, contre 1,6 % au premier trimestre.
- L'emploi a progressé de 1,3 % au deuxième trimestre alors qu'il avait grimpé de 3,9 % au premier. En août, le taux de chômage s'établissait à 6,0 %, son plus bas niveau en près de 33 ans.

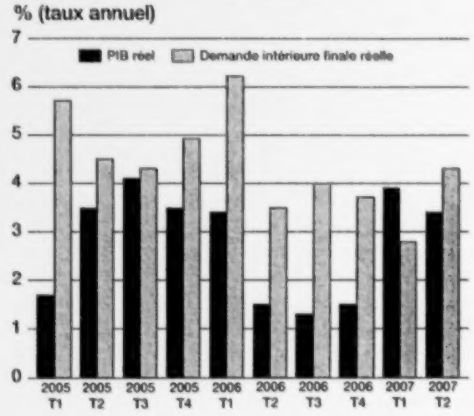
Le PIB réel augmente de 3,4 %

Le PIB réel a augmenté de 3,4 % au deuxième trimestre de 2007 (graphique 1). La croissance de la demande intérieure s'est accélérée. La hausse de la demande intérieure finale a été supérieure à celle du PIB réel pour une dixième fois au cours des 11 derniers trimestres, alors que les importations réelles ont augmenté davantage que les exportations réelles.

Les dépenses de consommation demeurent vigoureuses

Les dépenses de consommation réelles ont progressé de 4,9 % au deuxième trimestre de 2007, en comparaison de 3,4 % au trimestre précédent. Les dépenses consacrées aux biens durables (en particulier les produits de l'automobile), aux biens non durables et aux services ont augmenté plus rapidement qu'au trimestre précédent. Par ailleurs, la croissance des dépenses au titre des biens semi-durables a ralenti.

Graphique 1
Croissance du PIB réel et de la demande intérieure finale réelle



Nota – Sauf indication contraire, les données et les variations en pourcentage sont en taux annuels. Les données qui paraissent dans le présent document sont celles en vigueur en fin de journée le 20 septembre 2007.

Principaux indicateurs économiques
(Variation en pourcentage en taux annuels, sauf indication contraire)

	2005	2006	T4 2006	T1 2007	T2 2007	Date la plus récente	
Produit intérieur brut réel	3,1	2,8	1,5	3,9	3,4		–
Demande intérieure finale	4,5	4,7	3,7	2,8	4,3		–
Dépenses publiques							–
Biens et services	2,2	3,3	3,0	2,4	2,6		–
Immobilisations brutes	10,9	8,1	4,1	-2,1	1,7		–
Dépenses de consommation	3,8	4,2	3,7	3,4	4,9		–
Investissement résidentiel	3,5	2,1	-0,1	8,4	5,2		–
Investissements fixes des entreprises	10,8	9,9	6,8	-1,2	4,1		–
Construction non résidentielle	10,8	12,9	11,8	3,6	2,2		–
Machines et matériel	10,8	7,4	2,3	-5,5	6,1		–
Investissements en stocks des entreprises (G$)	13,5	10,2	0,1	3,2	4,8		–
Exportations	2,2	0,7	2,7	0,8	2,9		–
Importations	7,5	5,0	-0,9	-0,4	6,4		–
Solde du compte courant							
(nominal; G$)	27,9	23,6	18,5	24,4	33,4		–
(% du PIB)	2,0	1,6	1,3	1,6	2,2		–
Revenu personnel nominal	5,1	6,1	6,3	9,8	6,9		–
Revenu personnel disponible nominal	4,3	6,4	5,6	8,8	3,4		–
Revenu personnel disponible réel	2,6	5,0	5,7	5,4	1,0		–
Bénéfices avant impôts	11,9	5,0	-0,8	9,0	4,7		–
Coûts et prix (%, une année sur l'autre)							
Indice implicite du PIB	3,4	2,4	0,9	2,5	3,5		–
Indice des prix à la consommation	2,2	2,0	1,4	1,8	2,2	1,7	août 2007
Indice de référence[1]	1,6	1,9	2,2	2,3	2,4	2,2	août 2007
Coûts unitaires de main-d'œuvre	2,6	3,1	3,6	3,5	4,6		
Règlements salariaux (total)	2,3	2,5	2,1	3,1	3,0	3,8	juillet 2007
Marché du travail							
Taux de chômage (%)	6,8	6,3	6,2	6,1	6,1	6,0	août 2007
Croissance de l'emploi	1,4	1,9	2,4	3,9	1,3	1,7	août 2007
Marchés financiers (moyenne)							
Taux de change (¢US)	82,6	88,2	87,8	85,4	91,1	99,87	20 sept. 2007
Taux préférentiel (%)	4,4	5,8	6,0	6,0	6,0	6,25	20 sept. 2007

Nota – Les données réelles sont en dollars chaînés de 2002.
[1] L'indice de référence exclut huit des composantes les plus volatiles du panier de l'IPC ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects sur les autres composantes.
Sources : Statistique Canada, Banque du Canada et Ressources humaines et Développement social Canada

Le revenu personnel a augmenté de 6,9 % au deuxième trimestre. En raison des progrès de l'emploi et du taux moyen des salaires, le revenu de travail a crû de 7,6 %, après un bond de 9,1 % au premier trimestre. La hausse pour ces deux trimestres a été stimulée par les paiements d'équité salariale du gouvernement du Québec et par une contribution du gouvernement de Terre-Neuve-et-Labrador au régime de retraite de la fonction publique provinciale.
Le revenu personnel disponible réel a augmenté de 1,0 % alors que, par habitant, il est demeuré stable. Compte tenu de la vigueur des dépenses de consommation, le taux d'épargne des particuliers s'est établi à 1,8 %, comparativement à 2,7 % au premier trimestre.

L'investissement résidentiel croît encore et l'investissement des entreprises rebondit

L'investissement résidentiel a progressé de 5,2 % au deuxième trimestre après un gain de 8,4 % au premier. Le marché de la revente s'est renforcé pour atteindre des niveaux record, faisant augmenter les coûts de transfert des propriétés de 19,1 %.
Les dépenses au titre des constructions neuves ont grimpé de 3,0 % après avoir progressé de 1,1 % au premier trimestre. Celles consacrées aux rénovations ont crû de 1,7 %.

Les investissements des entreprises en usines et en matériel ont augmenté de 4,1 % au deuxième trimestre après un recul de 1,2 % au trimestre

précédent. Les dépenses en machines et en matériel ont affiché une hausse de 6,1 % au deuxième trimestre, après avoir chuté de 5,5 % au premier. L'augmentation a surtout touché les dépenses en immobilisations liées aux automobiles et au matériel de télécommunications. La construction non résidentielle a continué de progresser mais, à 2,2 %, elle a affiché sa plus faible augmentation des 18 derniers trimestres.

L'accumulation de stocks par les entreprises s'accélère

Les stocks des entreprises ont augmenté de 4,8 milliards de dollars au deuxième trimestre après avoir progressé de 3,2 milliards au trimestre précédent. Les stocks de biens non durables ont bondi alors que ceux de véhicules automobiles ont diminué, par suite d'une hausse des achats d'automobiles par les consommateurs et les entreprises. En raison des ventes élevées pendant le trimestre, le ratio global des stocks aux ventes a reculé pour égaler le niveau le plus bas jamais atteint.

Les importations réelles augmentent davantage que les exportations réelles

Avec une croissance de 2,9 % au deuxième trimestre, les exportations réelles ont affiché un quatrième gain trimestriel consécutif. Au chapitre des marchandises, la hausse des exportations de produits forestiers, industriels et de l'énergie a été partiellement compensée par le repli des exportations de machines, de matériel et de produits de l'automobile. Les exportations de services ont progressé de 0,6 %.

Les importations réelles ont augmenté de 6,4 % au deuxième trimestre, après une baisse de 0,4 % au trimestre précédent. Les échanges, qui avaient cessé de freiner la croissance au cours des deux trimestres précédents, ont donc recommencé à le faire, selon une tendance coïncidant avec l'appréciation du dollar canadien depuis 2002. À l'exception des produits de l'automobile, toutes les principales catégories d'importations ont enregistré une hausse. Les importations de biens de consommation non liés à l'automobile ont augmenté par suite de la forte demande des consommateurs, alors que celles de machines et de matériel ont progressé avec l'accroissement des investissements des entreprises. Les importations de services ont crû de 2,6 %.

L'excédent du compte courant est en hausse

Même si les importations réelles ont dépassé les exportations réelles au deuxième trimestre, le solde du compte courant a augmenté de 9,0 milliards de dollars pour atteindre 33,4 milliards, ou 2,2 % du PIB nominal, enregistrant un 32e excédent de suite (graphique 2). La poursuite de l'appréciation du dollar canadien au cours du trimestre a continué de peser davantage sur les prix des importations que sur ceux des exportations, d'où une amélioration des termes de l'échange. Les prix des exportations ont baissé de près de 4 % (taux annuel) alors que ceux des importations ont chuté de plus de 12 %, ce qui a ajouté 7,1 milliards de dollars à l'excédent commercial.

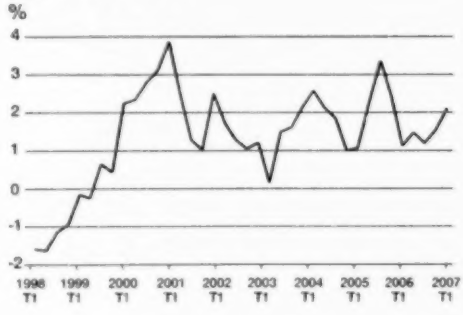
Les bénéfices des entreprises affichent un gain solide

Les bénéfices des entreprises ont augmenté de 4,7 % au deuxième trimestre après une poussée de 9,0 % au premier. Leur part du PIB nominal a reculé pour s'établir à 13,6 % (graphique 3). Bien que ce résultat soit un peu en deçà du record établi à la fin de 2005, il est largement supérieur à la moyenne historique de 10,3 %. La hausse des dépenses de consommation a fait monter les bénéfices des détaillants et des grossistes, tandis que les prix plus élevés des minéraux ont soutenu le secteur minier. Les bénéfices du secteur manufacturier et de l'industrie des services financiers ont baissé au cours du trimestre.

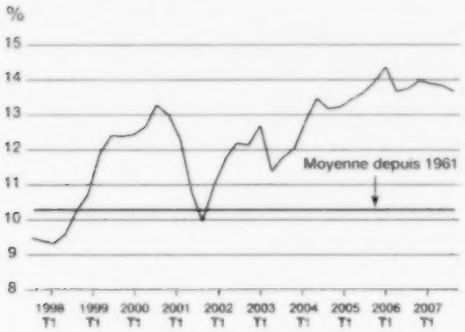
L'inflation des prix à la consommation baisse, mais l'inflation de base dépasse encore la cible d'inflation

L'indice implicite du PIB, qui constitue une mesure globale des prix, a progressé de presque 6 % au deuxième trimestre, après un bond de quelque 6,5 % au trimestre précédent. Les hausses de cet indice sont attribuables à l'amélioration des termes de l'échange, à la hausse des prix à la consommation ainsi qu'à la progression soutenue des prix des biens et des services gouvernementaux, en raison d'un paiement au régime de retraite de Terre-Neuve-et-Labrador et du règlement d'équité salariale du Québec. L'indice implicite du PIB a dépassé de 3,5 % celui enregistré un an plus tôt.

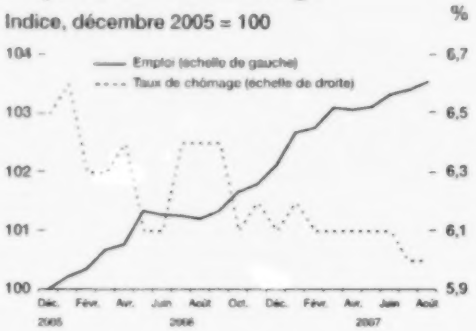
Graphique 2
Compte courant en pourcentage du PIB nominal



Graphique 3
Bénéfices avant impôts en proportion du PIB nominal



Graphique 4
Emploi et taux de chômage



D'une année sur l'autre, l'inflation des prix à la consommation a reculé pour s'établir à 1,7 % en août après s'être maintenue à 2,2 % pendant quatre mois de suite, alors que les prix de l'essence ont diminué. L'inflation mesurée par l'indice de référence (qui exclut les huit éléments les plus volatils et l'effet des changements dans les impôts indirects) est demeurée au-dessus de la cible de 2 % mais elle a tout de même diminué, passant de 2,3 % en juillet à 2,2 % en août.

Le taux de chômage est bas

L'emploi a affiché un taux de croissance de 1,3 % au deuxième trimestre, ce qui est plus faible que le bond de 3,9 % observé au trimestre précédent. Compte tenu des gains enregistrés en juillet et en août, il s'est créé 578 000 emplois nets au Canada depuis la fin de 2005 (graphique 4). Le taux de chômage est resté stable en juillet et en août à 6,0 %, son plus bas niveau en près de 33 ans, après s'être maintenu à 6,1 % pendant cinq mois de suite. Le taux d'activité était de 67,5 % en août, soit le même qu'en juillet et tout juste sous le sommet de 67,7 % atteint en mars.

La productivité horaire du travail pour l'ensemble de l'économie a augmenté de 0,3 % au deuxième trimestre, en baisse comparativement à 2,5 % au trimestre précédent. À l'échelle de l'économie, les coûts de main-d'œuvre par unité produite ont augmenté de 4,9 % au deuxième trimestre et sont maintenant en hausse de 4,6 % d'une année sur l'autre.

La Banque du Canada maintient son taux directeur

En réaction aux perturbations du marché du crédit attribuables aux difficultés des marchés du logement et des prêts hypothécaires à risque aux États-Unis, la Réserve fédérale américaine a réduit son taux d'escompte de 50 points de base le 17 août. Le 18 septembre, elle a abaissé son taux directeur, le faisant passer de 5,25 % à 4,75 %, et elle a réduit son taux d'escompte de 50 autres points de base. Le 5 septembre, la Banque du Canada a maintenu son taux directeur – le taux cible du financement à un jour – à 4,50 %, après l'avoir porté à ce niveau le 10 juillet. La hausse de ce taux en juillet faisait suite à huit annonces consécutives de maintien du taux cible. Dans son annonce de septembre, la Banque jugeait « que le taux cible du financement à un jour se trouve à un niveau approprié ». Comme l'inflation mesurée par l'indice de référence dépasse un peu la cible, la Banque estime que l'économie canadienne fonctionne au-dessus de son potentiel mais que les ajustements du marché du logement aux États-Unis et le resserrement du crédit pourraient freiner la croissance.

Les prix plus élevés de l'énergie, comme ceux du pétrole brut, ont fait monter la valeur du dollar canadien. Les cours mondiaux du pétrole ont atteint un sommet en dollars historiques de plus de 80 $US le baril, partiellement en réaction aux réductions opérées par la Réserve fédérale, et le dollar canadien a clôturé à 99,87 cents américains le 20 septembre, un sommet en plus de 30 ans.

Statistique Canada est la principale source des données contenues dans cette publication. Pour toute demande d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution du ministère des Finances au 613-995-2855. Pour tout autre renseignement concernant cette publication, communiquer avec Isabelle Amano au 613-992-4321. Cette publication se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca. *This publication is also available in English.*